

Édito Vivement la Gauche !



La piteuse déconfiture de François Bayrou, l'échec annoncé de Sébastien Lecornu et la bonne rentrée des socialistes annoncent-ils le retour de la gauche à la conduite du Pays ? Il faut le souhaiter, rien n'est moins sûr.

Il faut le souhaiter : nous proposons des mesures économiques qui permettront de relancer la croissance et de réduire les déficits. Les Français l'ont compris, et plébiscitent nos propositions. Alors que le RN approuve, quoi qu'il en dise, les mesures ultra-libérales des politiques macronistes, nous sommes l'alternative à l'entreprise de destruction de notre modèle social mise en œuvre depuis 2017.

Rien ne nous garantit, hélas, qu'Emmanuel Macron nommera un Premier ministre de gauche une fois le futur gouvernement Lecornu censuré, ce qui semble inéluctable.

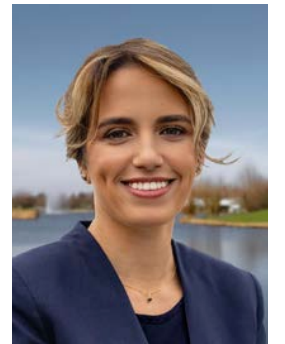
Nous devons donc nous préparer à de nouvelles élections législatives, pour convaincre les Françaises et les Français de nous faire confiance. Nous serons prêts, comme nos candidats aux municipales sont prêts au dialogue, au débat, et à la victoire. Et, d'ici là, à faire renaître L'Espoir, ce qui est aussi l'ambition de cette édition remaniée du journal historique des socialistes du Pas-de-Calais. Bonne lecture.

Thierry Coulombel, Premier Secrétaire Fédéral

Déjà en campagne !

Les élections municipales auront lieu les 15 et 22 mars 2026 et, un peu partout, nos candidats préparent leur campagne ... ou la lancent.

Début septembre, notre camarade Ines Taourit a annoncé qu'elle prendrait la tête de la liste de gauche à Hénin-Beaumont.



« Enfant d'Hénin », celle qui conduit l'opposition depuis 5 ans conduira une liste renouvelée. Forte de sa victoire contre la privatisation du service éducation-jeunesse de la ville, engagée par la municipalité RN

il y a deux ans, de son engagement en faveur de L'Escapade, association culturelle privée de son lieu de diffusion pour raisons politiques l'an dernier, elle incarne notre espoir de reconquérir une ville recroquevillée sur elle-même depuis que Steeve Briois et le RN la dirigent.

La plupart de nos « têtes de liste » seront connues cet automne. Nous les présenterons dans ces colonnes.

Les socialistes du Pas-de-Calais mobilisés le 18 septembre

Les organisations syndicales appelaient à une grande mobilisation le 18 septembre dernier. Nous étions nombreux à les accompagner dans la rue, tant les préoccupations exprimées étaient proches de nos propres propositions.



A Boulogne, à Calais, à Saint-Omer et à Arras, nous étions aux côtés des manifestants, venus du privé comme du public, de l'industrie comme des services. Sous la bannière d'un refus de l'austérité et d'une réaction aux coupes budgétaires envisagées par la droite et le centre, les revendications étaient diverses.

Ainsi, dans les cortèges, on parlait autant de vie chère ou de coupes budgétaires que d'inquiétude quant au maintien d'activités industrielles ou de difficultés à recruter ou garder de jeunes salariés. La question des suites du mouvement, qui fut un grand succès, s'est vite posée.



Elles revendiquent en effet l'abandon des mesures proposées par François Bayrou pendant l'été, la mise en place de dispositifs de taxation des très gros patrimoines et des très hauts revenus, l'instauration de conditions sociales et environnementales aux aides publiques aux entreprises, des moyens budgétaires pour les services publics, des investissements pour la transition écologique et la réindustrialisation, et bien sûr l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans.

Ces revendications correspondent aux propositions de contre-budget que nous avons présentées à Blois fin août, ce qui montre que nous sommes en phase avec le monde du travail. La balle est désormais dans le camp de Sébastien Lecornu. Les syndicats lui ont donné jusqu'au 24 septembre pour qu'il leur réponde, et il a fait savoir qu'il les recevrait à cette date.



Jeudi 2 octobre,
nouvelle journée
de mobilisation

Le contre-budget 2026

L'alternative existe, les socialistes la portent

François Bayrou a déclenché sa chute en révélant au mois de juillet les pistes à partir desquelles il construisait le budget de l'Etat pour 2026. Face à la purge annoncée, nous avons présenté fin août notre propre projet de budget.

Faut-il le rappeler ? Les pistes de travail évoquées par le chef du gouvernement relevaient de la purge. Pour combler des déficits publics causés par la politique fiscale menée depuis 2017, le Gouvernement proposait de faire 40 milliards d'économies en prenant dans la poche des plus modestes : travailleurs, retraités, sans emploi.

Les mesures envisagées auraient encore réduit le niveau de vie de tous les Français : suppression de deux jours fériés, fin de l'abattement des 10 % pour les retraités, gel des prestations sociales, hausse des franchises médicales, nouvelle réforme de l'assurance-chômage, nouvelle ponction de l'Etat sur les crédits des collectivités territoriales, suppressions de postes dans les services quotidiens.

Injustes, ces mesures auraient par ailleurs mis en péril une croissance déjà faible, en faisant baisser la consommation des ménages, et donc les rentrées fiscales, de TVA par exemple.

Nous devons réagir, et nous l'avons fait, de la meilleure des façons : en présentant notre propre projet de budget, pour montrer qu'une autre voie est possible. Ce projet prend en compte la situation difficile des comptes publics, et prévoit 14 milliards d'économies, mais 26,9 milliards de recettes nouvelles.

C'est un budget juste, car il va chercher des recettes nouvelles sur les très grandes fortunes et les très grandes entreprises : taxe « Zucman », lutte contre l'évasion fiscale, fiscalité sur les dividendes et les plus values...

"Nous devons réagir, et nous l'avons fait, de la meilleure des façons : en présentant notre propre projet de budget, pour montrer qu'une autre voie est possible."

Nécessaire, quand on sait que les (grandes) entreprises ont bénéficié par exemple en 2023 de 210 milliards d'euros d'aides publiques, sans contrepartie.

Enfin, il montre que nous sommes prêts à gouverner, et que nous travaillons dans l'intérêt des Français. Nous avons réussi notre rentrée, à nous de persévérer !

Le Parti propose, les Français approuvent !

C'était la bonne nouvelle de la rentrée. Mardi 16 septembre, deux jours avant la manifestation du 18, un sondage IFOP est venu confirmer que les Français soutiennent massivement les mesures budgétaires que nous avons proposées.

Ainsi, 86 % des Français interrogés sont favorables à la Taxe Zucman. 79 % sont favorables à la baisse de la CSG pour les salaires inférieurs à 2000 euros net. 79 % à la réduction des aides publiques aux grandes entreprises. 66 % à la suspension de la réforme des retraites. 72 % à la priorité aux investissements publics dans la transition écologique.



Plus étonnant : la baisse de la CSG est même plébiscitée par 71% des sympathisants du parti présidentiel, et 74 % de ceux des républicains, tout comme celle des aides aux grandes entreprises.

Ces résultats sont clairs. Les Françaises et les Français demandent qu'une autre politique soit menée : celle que nous proposons.



La fédération sur le terrain



Carvin



Mouriez



Hénin-Carvin



Nœux-les-Mines

Décryptage : la taxe Zucman

La taxe sur les plus grandes fortunes, proposée par Gabriel Zucman et soutenue par la gauche, agite les débats budgétaires de cette rentrée.

La taxe Zucman, kesako ?

C'est une taxe de 2% sur les patrimoines dépassant 100 millions d'euros. Cette taxe provient des travaux de l'économiste Gabriel Zucman. Elle cible 1 800 contribuables, dits "ultra-riches" et pourrait rapporter 20 milliards d'euros par an. La taxe part du constat de la flambée du patrimoine des plus riches au cours des dernières décennies.

Comment ça fonctionne ?

Pour les personnes dont le patrimoine dépasse les 100 millions d'euros (patrimoine immobilier, professionnel et financier), cette taxe additionnelle s'appliquerait si le total de leurs impôts (impôt sur le revenu, contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, CSG, CRDS, impôt sur la fortune immobilière) est inférieur à 2% de leur patrimoine.



Est-ce que je vais payer plus d'impôt ?

Si votre patrimoine dépasse les 100 millions, oui. Sinon, non. C'est un impôt différentiel.

En quoi cette taxe permet-elle plus de justice fiscale ?

La taxe Zucman permet de rétablir une inégalité sociale. "Les ultra-riches" paient en proportion de leurs revenus *"presque deux fois moins"* d'impôts et de prélèvements que les Français en moyenne. En effet, plus l'on est riche, plus l'impôt devient paradoxalement régressif. Par ailleurs, les riches ont tendance à pratiquer l'optimisation fiscale, l'idée est de corriger cela.

Pourquoi n'est-elle pas encore appliquée ?

Il y aurait un potentiel de 20 milliards d'euros de recettes selon Gabriel Zucman. Malgré cela, il y a une opposition du monde économique très forte. Ensuite, le risque d'exil fiscal des contribuables est avancé comme un mauvais argument. Le bloc central et la droite nous accusent de nuire à la perte d'attractivité de la France, et le RN affirme que la taxe "entraverait le développement de nos entreprises", alors que la taxe ne cible pas les entreprises mais les hauts patrimoines.

Toute la gauche soutient cette taxe, que nous mettons en avant.

La Fédération vous accueille !

Les locaux de la Fédération, situés 55 Boulevard Basly à Lens, sont ouverts les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h30. Vous y trouverez du matériel militant et diverses ressources, dont Le Nouveau Populaire, nouveau journal du Parti. Vous pouvez aussi nous joindre par téléphone (03 21 75 56 20) ou par courriel (fede62@parti-socialiste.fr)

La Fédé sur internet

Les socialistes du Pas-de-Calais disposent depuis plusieurs années de leur page Facebook, qui reflète l'activité du Parti, de la Fédération et des sections.

D'ici peu, ils disposeront également d'un nouveau site internet, destiné à permettre à tout un chacun d'accéder plus facilement à l'actualité du Parti et de la Fédération, de retrouver un certain nombre de documents de référence, et de participer à nos travaux.

Connaissez-vous Le Nouveau Populaire ?

Le Nouveau Populaire est le nouveau journal du Parti Socialiste.

A périodicité variable, il propose tribune, enquêtes et éditoriaux. Il dispose d'une édition papier, dont quelques exemplaires sont disponibles au siège de la Fédération. Le dernier numéro, édité fin août, était par exemple consacré au vote de la question de confiance au gouvernement Bayrou, à l'actualité du socialisme municipal, et reprenait plusieurs entretiens ou éditoriaux.

On peut s'y abonner, et également le lire sur internet, à l'adresse « nouveaupeuple.fr ». Idéal pour s'ouvrir l'esprit en ces temps d'uniformisation et de droitisation de l'information et du débat !

Dès maintenant, construisons notre projet présidentiel !

Sous l'égide de la députée européenne socialiste Chloé Ridet, le Parti socialiste s'est engagé dans une refonte ambitieuse de son projet en vue de l'élection présidentielle.

Après les conventions socialistes et le tour « **Notre France, parlons-en !** », le parti met en place un format d'**auditions participatives** réunissant experts, universitaires, associations et acteurs engagés de la société civile.



Ces rencontres permettent d'approfondir les grands thèmes liés à la justice sociale et écologique : démarchandisation, coopérations, égalités et inégalités, droits humains, libertés fondamentales...

Sur ces thèmes comme sur d'autres, notre Fédération sera aux avant-gardes de la construction de notre projet présidentiel en assurant une coordination entre les militants et les sections et la direction nationale. Des travaux fédéraux s'engageront en ce sens pour suivre l'avancement du projet et pour faire remonter les préoccupations des militants du Pas-de-Calais. La Fédération se tiendra à la disposition de chacune et de chacun pour rédiger des contributions thématiques, qu'il lui appartiendra de défendre auprès de la direction nationale.

Toutes les informations et le calendrier des auditions nationales sont disponibles ici : projet.parti-socialiste.fr

Panique sur les rails ?

Les usagers se souviennent des difficultés rencontrées sur le réseau TER en sortie de COVID : manque de personnel et problèmes de matériel avaient nettement dégradé la qualité de service. L'exécutif de la Région, Xavier Bertrand en tête, avait alors empoigné le drapeau de la défense des voyageurs et décidé de frapper la SNCF au portefeuille, en réclamant des pénalités conséquentes, tout en organisant l'ouverture du service à la concurrence.

Depuis deux ans, l'Hôtel de Région a entonné une autre chanson, que l'on a bien du mal à accorder avec l'intérêt des usagers : celle des économies de fonctionnement et des hausses de tarifs.

Les publicités pour les voyages à tarifs réduits ou les « cartes jeunes » cachent mal, en effet, l'augmentation du coût des trajets du quotidien. En 2024 déjà, nos Conseillers régionaux socialistes avaient voté contre de premières augmentations ciblant les abonnements pour les salariés. Début 2025, au moment du vote du budget, ils ont dénoncé un nouveau train d'augmentation pour les mêmes abonnés, les étudiants et les voyageurs occasionnels.

Subrepticement, les avantages de certaines formules ont été rognés. La carte TER HdF, par exemple, donne maintenant droit à 25 % de réduction seulement, et non 50 % comme auparavant, et limite ses effets aux enfants. Les jeunes qui choisissaient cette formule pour se déplacer entre eux de façon occasionnelle en région ne peuvent plus l'utiliser !



Et ce n'est pas terminé : Christophe Coulon, Vice-Président en charge des transports, vient d'annoncer que de nouvelles augmentations seront proposées pour 2026, 2027 et 2028. La raison ? La nécessité de réaliser des économies, tout en refusant d'actionner le versement mobilité régional, taxe payée par les employeurs qui permettrait de rapporter 90 millions par an pour les services de transport.

Ce même souci de baisser ses dépenses a conduit la Région à pousser à réduire les jours d'ouverture des guichets de nombreuses gares, au motif que les voyageurs sont désormais nombreux à acheter leur billet sur internet.

Or, on le sait, les guichetiers, souvent des guichetières, ont aussi pour mission de renseigner, de procéder à des échanges, de recueillir des réclamations ... ce que les automates ont du mal à faire.

Ces changements auront bien sûr des répercussions négatives sur leurs conditions d'emploi, avec la nécessité d'éclater leur semaine de travail sur plusieurs sites, ainsi que sur les conditions d'exercice du service public de transport. Nous ne pouvons pas cautionner la mise en œuvre de telles logiques !

A vos agendas !

25 septembre : visite du Sénat avec Jérôme Darras, Sénateur du Pas-de-Calais

27 septembre : portes ouvertes au siège de la Fédération

29 septembre : Conseil fédéral

4 octobre : rentrée des Jeunes socialistes, à la fédération

15 novembre : journée de formation consacrée à la désindustrialisation, avec l'Académie Léon Blum

On a vu,



« Multinationales : les (vraies) assistées de la République ? » le numéro de « Complément d'enquête » consacré aux aides aux grandes entreprises.

Chaque année, des milliards sont consacrés aux aides aux entreprises : 210 milliards par an, dont 90 uniquement en exonération de charges.

Problème : les contreparties sont faibles, voire inexistantes. Les exonérations de charges sont autant de recettes en moins. Pire : il est permis de penser que ces aides alimentent avant tout les dividendes qui sont reversés aux actionnaires, dont certains pratiquent allègrement l'optimisation, voire la fraude fiscales.

Nous préconisons de réexaminer ces aides et de les encadrer davantage. Le documentaire nous fournit un certain nombre d'exemples concrets de ce à quoi nous voulons mettre fin.

On a écouté,

La série de podcasts consacré à Léon Blum

On ne dira jamais assez à quel point les séries de podcasts produites et présentées par l'historien Philippe Collin, « Face à l'Histoire », diffusées par France Inter, sont exceptionnelles.

Celle consacrée à Léon Blum, et intitulée « Léon Blum, une vie héroïque », sort encore du lot, et mérite d'être écoutée et réécoutée. On y découvre tout le parcours du « Vieux Léon », de ses années de jeunesse, en dandy parisien, à la fin de sa vie, en inlassable militant du socialisme, en passant par l'affaire Dreyfus, le Congrès de Tours, le Front Populaire et la déportation.

Véritable succès d'écoute, elle est toujours disponible sur les plateformes et le site de Radio France, et a même fait l'objet d'une publication papier (Léon Blum, une vie héroïque, éditions Albin Michel), ainsi que d'une adaptation théâtrale.



Édition de l'espoir

Responsable de publication : Thierry Coulombel

Animation du comité de rédaction : Aurore Pageaud

Ils ont participé à ce numéro : Thierry Coulombel, Isabelle Daubelcour, Lucien Delabouglise, Aymerik Lemaire, Aurore Pageaud, Enzo Tavernese

55 boulevard Basly, BP 215, 62304 Lens Cedex - fede62@parti-socialiste.fr